

Journal de Roubaix

Soixante-troisième année N° 6.

Administration, 71, Grande-Rue, à Roubaix

JEUDI 24 OCTOBRE 1918.

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

Bureaux et Rédaction : ROUBAIX, Grande-Rue, 71
TOURCOING, 33, rue Carnot

Les Annonces sont reçues aux
Bureaux du journal.

La Réponse de l'Allemagne au Président Wilson

LES POURPARLERS DE PAIX

La Réponse de l'Allemagne à M. Wilson

Voici le texte in-extenso de la réponse de l'Allemagne à M. Wilson :

Bâle, 22 octobre.
Le gouvernement allemand, acceptant la proposition d'évacuation des territoires occupés, est parti de cette idée que le soin de déterminer la procédure à suivre pour cette évacuation et celui de fixer les conditions d'armistice devaient être confiés à l'appréciation des conseillers militaires, et que la relation existant actuellement entre les forces sur les fronts est la base des accords qui l'assurent et la garantissent.

Le gouvernement allemand s'en rapporte au Président des Etats-Unis pour permettre l'occasion de régler les détails. Le gouvernement allemand a confiance que le Président des Etats-Unis n'approuvera aucune exigence inconciliable avec l'honneur du peuple allemand, avec la préparation d'une paix de justice.

Le gouvernement allemand proteste contre les reproches pour les actes illégaux et inhumains, adressés aux troupes de terre et de mer allemandes et aussi au peuple allemand.

Les destructions seront toujours nécessaires pour couvrir la retraite. Elles sont dans cette mesure permises par le droit des gens.

Les troupes allemandes reçoivent des instructions les plus sévères, pour protéger la propriété privée et avoir soin de la population, autant que possible.

Là où malgré cela des excès se produisent, les coupables sont punis.

Le gouvernement allemand conteste aussi que la marine allemande ait, en coulant des navires, intentionnellement détruit des canots de sauvetage avec leurs occupants.

Le gouvernement allemand propose, dans ces tous points, de faire éclaircir les faits par une commission neutre.

Pour éviter tout ce qui pourrait rendre plus difficile l'œuvre de paix, sur l'instigation du gouvernement allemand, à tous les commandants de sous-marins des ordres ont été donnés, qui excluent le torpillage des navires à passagers, sans cependant, par suite de raisons techniques, qu'il puisse être garanti que ces ordres ont touché tous les sous-marins en mer, avant leur retour.

Le Président a désigné, comme condition fondamentale de la paix, la disparition de tout pouvoir fondé sur l'arbitraire, qui de lui-même, non contrôlé, peut à son propre gré troubler la paix du monde.

A cela, le gouvernement allemand répond : Dans l'empire allemand la représentation du peuple n'avait jusqu'ici pas d'influence sur la formation du gouvernement allemand ; la Constitution ne prévoyait pas la collaboration de la représentation du peuple dans la décision sur la guerre et la paix.

Un changement essentiel a été apporté à cette situation.

Le gouvernement actuel a été formé en complet accord avec les désirs de la représentation populaire, issue d'un scrutin égal, général, secret et direct. Les chefs des grands partis du Reichstag comptent parmi ses membres.

A l'avenir aussi, aucun gouvernement ne pourra entrer en fonctions et y rester, sans avoir la confiance de la majorité du Reichstag. La responsabilité du chancelier vis-à-vis de la représentation populaire est étendue et garantie de manière légale.

Le premier acte du gouvernement a été de présenter au Reichstag une loi modifiant la constitution de l'empire dans ce sens que l'approbation de la représentation populaire est nécessaire pour une décision sur la guerre et la paix.

Mais la garantie de durée du nouveau système ne réside pas seulement dans les assurances légales, mais encore dans l'inébranlable volonté du peuple allemand, qui par une énorme majorité appuie la réforme et demande l'énergique développement.

La question du président est de savoir avec qui, lui et les gouvernements alliés ont affaire. Il reçoit ainsi une réponse claire et sans équivoque du fait que l'offre de paix et l'armistice viennent d'un gouvernement qui, libre de toute influence arbitraire et irresponsable, est soutenu par l'assentiment de l'énorme majorité du peuple allemand.

SOLF,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères.

M. WILSON RÉPOND A L'AUTRICHE

Le Président des Etats-Unis exige l'indépendance des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves

Washington, 19 octobre. — Le secrétaire d'Etat Lansing a fait publier aujourd'hui une réponse du gouvernement des Etats-Unis à la note autrichienne du 7 octobre.

Cette réponse accuse réception de la note du 7 courant, et dit que le Président estime de son devoir de déclarer au gouvernement austro-hongrois qu'il ne peut retenir les suggestions actuelles de ce gouvernement en raison de certains événements de la plus haute importance qui, survenus de l'adresse présidentielle du 8 janvier dernier, ont nécessairement modifié l'attitude et la responsabilité du gouvernement des Etats-Unis.

Parmi les 13 propositions que le Président formulait à cette époque se trouvait la suivante :

« Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder la place parmi les nations, devait être donnée pour la 1^{re} fois la plus libre occasion d'un développement autonome. »

Le Président n'est donc plus dorénavant libre d'accepter une simple « autonomie » de ces peuples comme une base de paix, mais il est obligé d'insister sur le fait que ce sont eux et non pas lui qui devront juger de quelle manière une action du gouvernement austro-hongrois pourra satisfaire leurs aspirations et leur conception de leurs droits et de leur destinée comme membres de la famille des nations.

Communiqués Officiels

Officiel français :

Sur le front de la SERRE

22 Octobre, minuit.

Les Français ont contraint les Allemands à un nouveau recul. Malgré la résistance obstinée de ses mitrailleuses les Français ont pris CHALANDRY et GRANDLUP. Leur ligne borde la SERRE jusqu'à MORTIERS, passe aux lisières de FROIDMONT-COHARDILLE et suit plus au Sud le canal de la BUZE.

Dans la matinée, les Allemands ont renouvelé à deux reprises leurs attaques à l'Est de VOUIZIERS. Ils ont été partout repoussés. Les troupes TCHECO-SLOVAQUES engagées en liaison avec les éléments français ont repris le village de TERRON, qui était tombé momentanément aux mains de l'ennemi. En ALSACE, un fort détachement allemand a tenté à 3 reprises différentes d'aborder un des centres de résistance français au N. de THANN, il a été repoussé.

Officiel américain :

Sur le front de VERDUN

21 Octobre, 19 heures.

Au cours d'un combat opiniâtre, au nord de Verdun, nous avons avancé nos lignes en plusieurs points. Ce matin nos troupes se sont emparées de la côte 297 et repoussé l'ennemi du bois des RAPPES, capturant, au cours de cette opération, 6 officiers et 255 hommes, ainsi qu'un certain nombre de mitrailleuses. Plus à l'Est, nous avons amélioré nos positions de la lisière Est du bois de BANTHEVILLE, et nous avons progressé au Nord-Est de Saint-Juvin.

A l'Est de la Meuse, l'ennemi a violemment bombardé nos positions du bois des CAURES.

22 Octobre, 19 heures.

Nous avons maintenu et étendu nos gains des jours précédents. De violentes contre attaques contre nos nouvelles positions de la côte 297 et dans le bois des RAPPES n'apportèrent à l'ennemi que de lourdes pertes. Notre ligne resta intacte. Plus à l'Est, nos troupes se sont emparées du bois de FORÊT et capturé 75 prisonniers. Le feu de l'artillerie a augmenté d'intensité et l'aviation a été plus active sur les deux rives de la Meuse.

En WOEVRE, au cours d'un raid heureux dans les lignes ennemies, nos troupes ont ramené 26 prisonniers.

Officiel britannique :

Les Britanniques s'assurent la rive droite de l'Escaut

Londres, 22 octobre

Nos troupes sont entrées dans les faubourgs ouest de Valenciennes et avons pénétré profondément au nord de cette ville dans la forêt de Raismes vers la boucle formée par l'Escaut à Condé.

Nous avons réalisé des progrès à l'est de Saint-Amand et avons au sud de Tournai atteint l'Escaut à Hollain et à Bruyelle qui sont en notre possession.

Au nord-ouest de Tournai, nos troupes ont chassé l'ennemi du village de Froyennes et se sont portées au-delà vers l'Escaut.

Plus au nord, nous livrons un âpre combat pour le passage de l'Escaut à Pont à Chin.

La résistance ennemie s'accroît devant Tournai.

Pendant la nuit à la suite de combats locaux, nous avons avancé notre ligne jusqu'à la rive gauche de l'Escaut, au sud de Thiant la partie ouest de cette localité est entre nos mains.

De nouveaux progrès ont été réalisés par nos troupes entre Valenciennes et Tournai.

Au cours de la nuit, à la suite de durs combats, nous avons chassé l'ennemi du village d'Orcq et des bois situés dans le voisinage de Froyennes.

Nos troupes se trouvent maintenant à moins d'un mille de la ville.

Les Allemands annoncent au Cardinal Mercier l'évacuation de la Belgique

Rome, 22 octobre. — L'« Osservatore Romano » publie la note suivante :

Le cardinal Mercier vient d'informer le Pape par l'entremise du représentant du St-Siège à La Haye, afin qu'il en soit le premier renseigné, de la communication écrite qui lui a été remise personnellement à Malines par M. Van Derlancker, chef politique allemand à Bruxelles. Cette communication dit :

Vous incarnez, Eminence, la Belgique occupée, vous en êtes le pasteur vénéré et écouté : c'est donc à vous que le gouvernement général et mon gouvernement m'ont chargé d'annoncer que, lorsqu'ils évacueront votre territoire, ils rendront spontanément libres les Belges déportés et les prisonniers politiques. Ils seront déjà en partie rentrés dans leur patrie lundi.

Cette déclaration est de nature à réjouir votre cœur. Je suis d'autant plus heureux de vous la faire que je n'ai pas pu vivre pendant quatre années au milieu des Belges sans les estimer et sans apprécier à sa juste valeur leur patriotisme.

La même communication aurait été transmise le jour suivant au roi des Belges et au Président Wilson.

UN MENSONGE ALLEMAND

Comment la « Gazette de Cologne » raconte l'évacuation des hommes de notre région

La « Gazette de Cologne » du 12 octobre 1918, dans un article de G. Wegener, correspondant militaire de ce journal, à propos du bombardement des villes du Nord, par les Français, ose écrire ces lignes qui constituent un mensonge flagrant :

« Par suite du bombardement effectué dernièrement par les Anglais sur Cambrai, Douai, le Cateau et sur d'autres endroits du Nord de la France et de la Belgique, une véritable panique se produit actuellement parmi la population des pays très denses par exemple : chez celles de Lille, Roubaix et Tourcoing. Les gens s'enfuient pendant la tête de peur. Des milliers de personnes ont les routes munies uniquement du strict nécessaire, abandonnant tout le reste. Nous ne pouvons pas transporter de telles masses comme cela a lieu pour de petites évacuations, nos chemins de fer encombrés et nos camions ne pouvant y suffire. Il est également impossible de procurer à de telles multitudes le logement et le ravitaillement. On leur a vainement proposé, comme cela a été fait lors de notre recul de Siegfried, en 1917, de les concentrer dans certains endroits devant être abandonnés à l'ennemi afin qu'ils puissent être remis in-lemnis à l'armée ennemie avançant. Ils se refusent d'entendre raison et s'enfuient tout simplement par les portes des villes menacées ; ils campent sur les routes en plein air. Les nuits sont déjà fraîches, l'hiver est à la porte, un malheur sans nom d'une grande étendue se trouve devant eux, il est déjà là en partie ! »

Voilà comment est présenté, au peuple allemand, l'enlèvement forcé des hommes de 14 à 60 ans, effectué par l'ennemi, avant son recul !

Le Prince de Bulow

succéderait à Max de Bade

Rome, 18 octobre. — On apprend qu'au cours d'un entretien de caractère diplomatique, entre un haut dignitaire du Vatican et une personnalité neutre, arrivée de Suisse, cette dernière personne a affirmé que le prince de Bulow serait nommé prochainement chancelier de l'empire.

A LA CHAMBRE

MM. Delory et Ragheboom réclament pour Lille le châtiement des coupables

Paris, 22 octobre. — A la Chambre, MM. Delory et Ragheboom, entrant en séance sont unanimement acclamés.

M. Deschanel prononce l'éloge funèbre de Ghesquière, député du Nord.

M. Delory remercie la Chambre de ses marques de sympathie et déclare qu'il n'est pas possible de dénoncer tous les crimes dont les plus abominables, en 1916 furent la rafle des Lilloises, la visite sanitaire obligatoire et le travail forcé sous la mitraille française.

Il fait appel à l'union de tous les partis pour obtenir justice de ces crimes et conclut qu'il ne peut pas y avoir un Français qui ne veuille le châtiement des coupables.

Ragheboom s'associe à ces paroles et cite le cas où les Allemands injurièrent des Lilloises, pendirent par les poignets des enfants d'une quinzaine d'années pour les forcer à travailler et dépeint les souffrances physiques subies par la population lilloise.

La Chambre vote par acclamations l'affichage des allocutions de ces orateurs.

Mort de Mgr Turinaz

Nancy, 20 octobre. — Mgr Turinaz, évêque de Nancy, est mort, dimanche, dans sa 86^e année. Il était le doyen de l'épiscopat français.